

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2198

Artikel: Avenir des médias suisses : quelques pistes de réflexion : après l'échec de No Billag, sortir du conflit entre service public et éditeurs privés
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023223>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Avenir des médias suisses: quelques pistes de réflexion

Après l'échec de No Billag, sortir du conflit entre service public et éditeurs privés

Jean-Daniel Delley - 17 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32944>

L'échec cinglant de l'initiative No Billag ne clôt pas le débat sur le service public audiovisuel et l'avenir du paysage médiatique helvétique (voir aussi [DP 2197](#)). La longue campagne de votation a consommé beaucoup d'énergie pour une question somme toute secondaire.

Il est donc temps de réfléchir au principal, à savoir comment assurer la pérennité du service public et des médias privés.

Certains acteurs nous suggèrent [une fausse piste](#), celle de la cure d'austérité qu'il faudrait appliquer à la SSR: plafond budgétaire, baisse de la redevance, barrières au développement numérique de l'audiovisuel public, limitation des ressources publicitaires. Cette fausse piste repose sur l'idée que la SSR serait un monstre qui écrase le paysage médiatique suisse, empêchant les acteurs privés de développer leurs activités et faussant le jeu d'une saine concurrence.

Ce diagnostic étriqué ignore le véritable danger auquel sont confrontés aussi bien la SSR que les acteurs privés locaux: les émetteurs étrangers, essentiellement télévisuels, et les géants du numérique, Google et autres Facebook.

La SSR déjà soumise à forte concurrence

Si la radio de service public occupe une position dominante en termes de parts de marché, les chaînes TV de la SSR font face à une forte concurrence des chaînes étrangères: leur part d'audience est en moyenne inférieure à un tiers, les chaînes des pays limitrophes s'appropriant la plus grande part du gâteau, une situation unique en Europe. Sur le marché national, la taille de la SSR n'est certes pas négligeable avec un budget d'environ 1,6 milliard. Mais les groupes Tamedia et Ringier (respectivement 974 millions et plus d'un milliard de chiffre d'affaires) ne sont pas des nains. Par contre, comparée à ses concurrents étrangers, la taille de la TV publique helvétique reste modeste, contre plus de trois milliards d'euros pour France Télévision et plus de six milliards pour la chaîne allemande ARD.

Il en va de même sur le [marché de la publicité](#) dont les chiffres ne révèlent pas un appétit dévorant de la SSR. Les recettes de cette dernière restent stables, alors que celles des fenêtres publicitaires des chaînes étrangères destinées au public suisse ont fortement progressé. Tout comme la publicité sur l'internet qui pour

l'essentiel profite aux grands acteurs du numérique, Google et Facebook en tête. La campagne sur l'initiative No Billag a parfaitement illustré cette évolution: peu d'affiches, peu de publicités dans la presse écrite et même numérique; beaucoup de vidéos sur les plateformes (YouTube, Facebook et Google).

En concentrant leurs attaques sur la SSR, les éditeurs helvétiques se trompent donc de cible. Leurs puissants concurrents étrangers, TV comme plateformes multinationales, sont en passe de drainer la plus grande partie du gâteau publicitaire. C'est donc plutôt en conjuguant leurs forces qu'éditeurs et SSR pourront résister. Par exemple en se dotant d'une régie publicitaire commune. [Admeira](#), créée par Ringier, Swisscom et la SSR, se dit prête à accueillir de nouveaux membres.

Faire de la SSR une maison ouverte

Le déclin de l'audiovisuel traditionnel - programmes linéaires - et de la presse écrite résulte de nouvelles habitudes de consommation, elles-mêmes induites par le développement de nouveaux supports (smartphones, tablettes, ordinateurs connectés). C'est donc sur ce terrain que se

jouera la survie des médias traditionnels.

Pour remplir sa mission et toucher des publics différents sur des supports multiples, la SSR doit y avoir pleinement accès. Non pas pour étouffer toute concurrence, mais pour partager sa production avec tous les médias susceptibles de s'exprimer sur le Net et qui se reconnaissent dans les [droits et devoirs des journalistes](#). Un trio - un entrepreneur Internet, un député grison et un journaliste - tente actuellement de [lancer le débat](#) par le biais d'une [initiative populaire](#). Ils font découler ce devoir de partage du caractère public des prestations de la SSR, considérées comme un bien

commun, un *Allmend*. Dans sa chronique du *Tages-Anzeiger*, [Rudolf Strahm](#) propose même que le service public offre des fenêtres aux éditeurs de manière à favoriser la diversité des opinions.

Reste la question du financement de cette grande transformation. Les principaux groupes de presse refusent une aide publique directe, se contentant du soutien fédéral à la distribution postale (50 millions par an). Au niveau local et régional, là où la diversité de l'offre reste problématique, des [collectivités publiques](#) font le pas d'une aide directe. Pour sa part la Confédération pourrait

soutenir la formation des journalistes et autres professionnels des médias. La mise à disposition d'une plateforme numérique, par exemple par le biais d'une fondation publique, allégerait les coûts de la numérisation des médias.

Rudolf Strahm, fin renard de la politique fédérale, donne ce conseil aux acteurs du paysage médiatique helvétique: SSR, éditeurs et publicitaires, mettez-vous autour d'une table, cherchez des solutions de compromis avant que les députés ne débattent de la nouvelle loi sur les médias électroniques. Car on ne peut rien attendre de bon de ce Parlement polarisé.

«Monnaie pleine» (suite): en quête de réponses pratiques

Le diable est dans le détail, n'en déplaise aux initiés

Jean-Pierre Ghelfi - 15 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32939>

On peut partager les objectifs visés par l'initiative [«Monnaie pleine»](#): protéger l'épargne et éviter les crises économiques et financières. Mais le moyen proposé - accorder à la Banque nationale le monopole de la création monétaire - ne permettrait pas d'y parvenir (voir aussi [DP 2197](#)). De plus il provoquerait des effets néfastes pour le fonctionnement de l'économie. Les bonnes intentions dont se pare l'initiative ne suffisent pas à en faire une proposition réaliste.

Le journaliste [Werner Vontobel](#) a présenté une analyse des tenants et aboutissants de l'initiative, pour conclure que ses auteurs demeurent à côté de la plaque. Cet article a suscité des dizaines de commentaires qui, dans leur grande majorité, concluent à la nécessité de soutenir l'initiative. L'argument le plus fréquent est qu'il est temps d'en finir avec ces banquiers qui spéculent honteusement, qu'il faut même à l'occasion sauver de la faillite avec l'argent des contribuables et

qui mettent ainsi en danger l'économie et le pays.

Or la question posée n'est pas de savoir s'il faut clouer au pilori des banquiers qui ne seraient que des vauriens et des gens sans scrupule s'enrichissant sur le dos des autres. Il faut plutôt se demander si l'introduction de la monnaie pleine permettrait de créer un nouveau cadre stable permettant un développement équilibré de l'économie du pays et servant les intérêts de tous ses